

CIBLE

Dividendes

Vérité oubliée par les « gouvernances » privées : ce sont les employés qui créent la richesse de l'entreprise et qui font vivre ses dirigeants. Lorsque les hauts responsables font des erreurs, ce sont pourtant les salariés qui sont les premiers sacrifiés : licenciements, réductions de salaires, délocalisations.

Nous ne sommes pas dans un roman marxiste, mais chez Airbus. Fautes graves dans la direction de l'entreprise, soupçons de délit d'initié, parachute doré pour Noël Forgeard : au lieu de chasser les incompetents, les escrocs et les profiteurs, on licencie 10 000 personnes et on a réduit à une somme dérisoire la prime de participation.

La grève a été la réponse à ces provocations inouïes. Mais ce mouvement de colère n'a pas suffi. Le jour même où les salariés d'Airbus de Nantes et de Saint-Nazaire votaient la poursuite de leur mouvement, le 4 mai, les actionnaires d'Airbus décidaient que la totalité du bénéfice net (99 millions d'euros) serait intégralement versée sous forme de dividende. L'État et Arnaud Lagardère ont renoncé à toucher leur part pour ne pas jeter de l'huile sur le feu. Mais la décision demeure et l'incendie ne s'éteindra pas.

PRÉSIDENTIELLE

Logique d'un scrutin

Grande-Bretagne

**Harry
en Irak**

p. 5

Fonds de pension

**Jouer sa
retraite**

p. 4

Pauvre Monde !

M. Patrick Jarreau, directeur adjoint de la rédaction et co-directeur de l'information au journal *Le Monde*, a décidément de curieuses humeurs de printemps.

Déjà dans sa chronique du 16 avril 2005, Patrick Jarreau, à la veille du référendum, sous le titre *Vote révolutionnaire pour le Non*, avait amalgamé dans une même réprobation tous les partisans du *Non* au *Traité constitutionnel européen*, leur imputant une connivence avec l'extrême droite sous le signe d'un « *nouvel intégrisme révolutionnaire et national* » (1). Or voilà que sa chronique du 20 avril dernier bourgeoise d'intuitions tout aussi inquiétantes (pour lui-même et son journal).

Sous le titre *Adieu au monde ancien*, il oppose l'un à l'autre les deux tours de l'élection présidentielle. Le premier, qualifié d'*ancien monde*, est heureusement dépassé à ses yeux comme découlant d'un *égalitarisme démocratique* qui fait « *que toutes les personnes ayant rempli les conditions pour concourir aient la même*

visibilité » dans la campagne officielle. Ce « *régime d'égalité généralisée* » est (à le lire) une nouveauté, qui « *a pour effet que, pendant deux semaines, l'information audiovisuelle sur le débat électoral politique en donne une image artificielle et absurde* ».

À qui s'enquiert de cette absurdité, ce M. Jarreau enseigne que le degré d'attention prêté par chacun aux candidats n'est pas de même intensité, que les choix de ce premier tour découlent de convictions aimablement qualifiées d'*identitaires*, voire de considérations stratégiques (vote Bayrou), et affirme que tout cela se déroule « *dans une sorte d'idéal de démocratie abstrait, [où] le citoyen se dit qu'il peut enfin faire son choix lui-même, sans être influencé par les insupportables sondages et les pontifiants commentateurs* ».

Confronté au *nouveau monde* du second tour, l'an-

cien fait si pâle figure que la conclusion vaut d'être intégralement citée : « *Beaucoup d'habitants de l'ancien monde prennent leur temps, hésitent, font des plans sur la comète, adoptent des poses avantageuses, méprisent les politiques et jouissent de leur propre importance. Dans le monde à venir, quels qu'en soient les deux prince(sse)s, l'électeur(trice) devra décider. Ce sera moins facile que d'être courtois.* »

De ce discours suinte un si cordial mépris de l'opinion personnelle et motivée de chaque citoyen, bref de sa dignité même, que l'on peut aisément discerner la forme de démocratie qu'il préconise. « *Les sondages classent les candidats, les normes du CSA les déclassent* ». Déduisons qu'il importe de laisser aux instituts de sondages (dont on sait le désintéressement) gérer le 1^{er} tour des élections sous l'égide des commentateurs de

la presse autorisée. La formation de l'opinion personnelle grâce à la liberté d'expression garantie par l'État de droit est une billevesée, une courtesanerie sordide, heureusement dépassée par un nouveau monde, où le choix responsable peut enfin s'exercer sur la palette réduite au binaire qui seule permet une décision politique.

Faudrait-il donner à ce monsieur une leçon de républicanisme ? Il est pittoresque et tragique que des royalistes se trouvent dans l'urgence de rappeler à ces tribuns stipendiés de la société démocratique avancée les principes mêmes du droit des gens. Nous en sommes là. De glissades intellectuelles en *va-chardises* affairistes, la pensée se délite et fuit par tous les pores du corpus élitaire. L'abstraction du concept est devenue une insulte à leur réalisme utilitaire, la légalité leur semble un pur conservatisme, l'esprit critique individuel qu'on oppose à leurs leçons, la fonction dépassée d'un organe *vestigiel*. Ils sont, parfois sous un double visage d'autoritarisme et de participatif, les prescripteurs - voire dictateurs - d'une gouvernance qui ne s'embarrasse de rien, dispose de l'univers et croit se l'accommoder avec des recettes de cuisine aux micro-ondes.

Ah ! rendez-nous l'heureuse diversité du monde, ancien et nouveau, du monde vivant.

Luc de GOUSTINE

(1) Cf. <http://www.acrimed.org/article1993.html>

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Pauvre Monde - p.3 : Climat tendu - Avec Bronislaw Geremek - p.4 : La Toile - Faites vos jeux ! - p.5 : Harry de Galles - p.6/7 : Les fausses évidences - p.8 : Les loups et le chic type - Contre le communautarisme - p.9 : Lumières du Moyen Âge - p.10 : De Dieu et du régicide - Les révolutions du monde - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Noeuds gordiens.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Climat tendu

La France purgée de ses extrêmes, réconciliée en son centre, sage et laborieuse : telle est l'image qu'on voudrait nous faire prendre au sérieux.

Les images des manifestations réussies du 1^{er} mai étaient inévitables, mais les médias ont évoqué aussi brièvement que possible les conflits sociaux qui ont agité plusieurs grandes entreprises entre le 15 mars et le 6 mai.

À Paris, on n'a pas fait grand cas des salariés de la société de nettoyage TSI travaillant à la gare de Paris-Austerlitz, qui ont fait un mois de grève avant de parvenir le 26 avril à un accord avec la direction.

À Marseille, le port autonome a été bloqué pendant trois semaines à l'initiative de la CGT qui réclamait que les agents du port assurent le branchement et le débranchement des navires sur le nouveau terminal méthanier de Fos-Cavaou - ce que Gaz de France refusait. Un accord a été trouvé le 4 avril.

Chez Alcatel-Lucent, où la nouvelle direction prévoit un plan de restructuration qui concerne 1 500 salariés en France, une forte mobilisation a eu lieu le 25 avril à Vélizy, Lannion, Orvault (près de Nantes) et Rennes - prélude à d'autres mouvements de grève.

Colère aussi à Servair (filiale d'Air France) où les salariés sont exposés à un **plan d'entreprise** qui prévoit, air connu, *d'accroître la flexibilité, d'adapter la structure des coûts et d'améliorer la productivité* en réduisant le nombre d'employés par diverses méthodes classiques : licenciements, création de nouvelles filiales qui permettent des embauches

au rabais. D'où une manifestation qui a rassemblé le 4 avril mille salariés (un tiers de l'effectif) devant le siège d'Air France.

Chez Peugeot-Citroën PSA à Aulnay-sous-Bois, une grève, longue de 29 jours, s'est terminée le 10 avril par quelques avantages sans que les revendications principales en matière d'embauche et de salaire aient été satisfaites.

Situation toujours tendue à Airbus où l'assemblée générale des salariés de Saint-Nazaire a voté, comme celle de Nantes, une grève de 24 heures le 2 mai. À la révolte provoquée par les dix mille suppressions de poste annoncées en février, s'ajoute une provocation inouïe, compte tenu du parachute doré offert à Noël Forgeard : alors que l'un reçoit 8,55 millions d'euros, soit 6 000 smic, les salariés recevront une prime d'intéressement de 2,82 euros pour les bas salaires et de 10 euros pour les employés les mieux payés.

Enfin les syndicats de la FNAC ont déclenché un mouvement de grève le 4 mai pour dénoncer la suppression de 300 postes administratifs. L'appel a été largement suivi dans tous les magasins du pays mais le président Denis Olivennes a célébré les *valeurs humanistes* qui sont au fondement de la FNAC. Sans doute sera-t-il pris au mot comme les partis qui, en écho aux candidats, ont célébré la valeur-travail.

Maria DA SILVA

Avec Bronislaw Geremek

La droite réactionnaire au pouvoir en Pologne reproduit mimétiquement le comportement des communistes lorsqu'ils exerçaient leur dictature : épuration systématique des anciennes élites, éradication de tous ceux qui auraient pu s'en faire les complices, nettoyage purificateur...

Chacun peut comprendre qu'il y ait eu, au début des années quatre-vingt-dix, des arrestations, des condamnations, des évictions de la fonction publique polonaise concernant les hauts responsables - et non le menu peuple de ceux qui étaient plus ou moins contraints, pour vivre ou survivre, de renseigner la police et les services de contre-espionnage.

On comprend aussi que les dirigeants politiques de la Pologne libérée aient été obligés de déclarer par écrit qu'ils n'avaient pas collaboré avec les services secrets. Comme tant d'autres, Bronislaw Geremek a signé à plusieurs reprises une telle déclaration - la dernière fois en 2004 lorsqu'il s'est présenté aux élections européennes - pour satisfaire à la loi de 1997.

En mars 2007, il a été demandé à cet éminent homme d'État de signer une nouvelle fois cette déclaration, en vertu de la nouvelle loi de lustration - un refus le privant de son mandat de député européen. Dans une tribune publiée par *Le Monde* le 27 avril, il dénonce une *exigence humiliante et sans fondement* pour lui-même, tout en soulignant qu'il entend manifester, par-delà ses sentiments personnels et sa situation particulière, sa volonté de défendre la liberté en Pologne pour tous les Polonais.

Beaucoup plus dure que la précédente, la loi de lustration vise plusieurs centaines de milliers de citoyens polonais (entre 400 000 et 700 000) exerçant dans 52 métiers et professions : non seulement les divers secteurs de la fonction publique mais aussi les médias et certaines entreprises. Les personnes qui auraient masqué leur collaboration avec les services de police seront licenciées. Celles qui refuseront de signer une déclaration se verront frappées d'une interdiction professionnelle pendant dix ans.

Comme l'écrit Bronislaw Geremek, « *la loi de lustration dans sa forme actuelle viole les règles morales et menace la liberté d'expression, l'indépendance des médias et l'autonomie des universités. Elle engendre une forme de ministère de la vérité et de police de la mémoire. Elle désarme le citoyen face aux campagnes de calomnies, en affaiblissant la protection légale de ses droits.* » Pourtant, la Commission européenne a reconnu que la loi de lustration n'était pas contraire à sa directive sur la non-discrimination !

Nous sommes solidaires de Bronislaw Geremek et des défenseurs de la liberté en Pologne.

Annette DELRANCK

Pour signer la pétition de soutien à B. Geremek : <http://tempsreel.nouvelobs.com/pbp/petition13/>

La Toile

F in de campagne présidentielle. On se souviendra que le commentateur sur les sondages l'a emporté sur l'analyse des programmes. Il est vrai que les propositions variaient, jusqu'à la contradiction, en fonction de ces mêmes sondages - inquiétante circularité.

Le cercle fermé de la prétendue *démocratie d'opinion* n'a heureusement pas capté toute l'attention des citoyens en raison de ce qui s'est transmis, pour le meilleur et pour le pire, sur La Toile. Il semble que son rôle a été moins important que pendant la campagne du référendum de 2005 mais tout de même beaucoup de textes significatifs y ont été publiés.

Massivement diffusé dans les kiosques, le portrait à charge de Nicolas Sarkozy publié par *Marianne* a été reproduit à l'infini sur la Toile : des centaines de milliers de lecteurs, qui n'ont cependant pas fait bouger les lignes.

La description de la folle colère du candidat de droite s'en prenant à Michel Onfray avant le célèbre entretien publié dans *Philosophie magazine* fut, elle aussi, répercutée à tous vents. Daniel Sibony, beaucoup plus discret, plus analytique aussi - ce qui va de soi - a montré (1) que Nicolas Sarkozy est l'homme du *fonctionnement* technique alors que Ségolène Royal se présente comme *Incarnation*. « *La France présidente* » étant « *un slogan éloquent mais étrange, il fait sauter l'idée de représentation* » tandis que s'annonce un discours autoritaire... contraire à l'esprit de mai 68 que Nicolas Sarkozy veut quant à lui liquider !

Sylvie FERNOY

(1) <http://danielsibony.typepad.fr/>

Faites vos jeux !

**La Bourse ou la vie, voici ce qui est proposé
comme alternative au financement par l'État des
retraites.**

T rès discrètement les fonds de pension comme outil de financement de nos retraites occupent le terrain réglementaire, médiatique, politique. C'est au détour d'une interview de Ségolène Royal à l'hebdomadaire *Journal des Finances* du 24 mars, que la candidate à la Présidence déclare : « *Un fonds de pension collectif : c'est la manière dont j'envisage le financement des retraites.* ». Le mot est lâché qui va plus loin que la volonté de « *remettre à niveau le Fonds de réserve des retraites* » (FRR).

Thème majeur de la politique française des prochaines années, le financement de nos retraites a été singulièrement absent de la campagne présidentielle. Pourtant est-ce par l'institutionnalisation des fonds de pension que la solution miracle sera trouvée ?

La mécanique interne d'un fonds de pension est celle de la spéculation. La spéculation porte sur les titres de sociétés cotées, non cotées, l'immobilier, les produits dérivés et plus généralement, tout ce qui se marchande. La spéculation est par essence à court terme, car elle est nourrie d'achats et de ventes fréquents. Or la retraite d'un salarié se construit sur le très long terme : 40 ans d'épargne pour pouvoir bénéficier d'une vingtaine d'années de revenus, jusqu'à la mort du dernier survivant en cas de couple marié par exemple.

La caution de l'État (nomination d'un représentant,

régularisation, normes...) ne saurait modifier ni la nature ni le fonctionnement spéculatif du fonds de pension. Vouloir autrement, c'est désirer bénéficier de la garantie de l'État. C'est alors tout simplement souscrire à sa dette (bons du Trésor) et limiter les performances car les taux de rémunération, estimés sans risque de l'État, sont plus bas que ceux offerts par les sociétés privées. Financer de la dette publique ? L'intérêt est nul pour le gestionnaire du fonds de pension et pour la Nation qui devra honorer ses engagements. Donc un fonds de pension *collectif* est un fonds spéculatif, à risque, alimentant le capitalisme financier.

Est-il raisonnable d'envisager ce mode de financement pour payer les retraites futures ? Imaginons un travailleur qui après une vie de travail de 40 ans fait valoir ses droits à la retraite en 1929 et *transposons-le* aux États-Unis pour mesurer l'impact de l'effondrement de la Bourse.

- Ou bien, le travailleur a bénéficié d'un régime de fonds de pension lié à l'entreprise dans laquelle il travaille, alors, en cas de faillite de ladite entreprise, il perd tout (cf. Enron...). Nous rappelons avoir critiqué dans *Royaliste*, le projet Balladur de créer des *fonds de pension à la française* qui visait à dupliquer un tel système.

- Ou bien, si le travailleur a cotisé dans un fonds de pension collectif, la faillite de la Bourse aurait divisé par 7,3 ses avoirs en 3 ans ! Aurait-il

dû attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour voir à nouveau ses retraites s'apprécier... et vivre ? Comment peut-on prétendre alors construire une société, un *pacte social*, sur le fondement de la spéculation et du risque ?

Cette référence au *krach* de 1929 n'est pas fortuite. La menace financière est encore bien pire. Comme le stigmatise avec brio François Morin dans *Le Nouveau Mur de l'Argent - Essai sur la finance globalisée* (1), « *le rapport de la sphère réelle à la sphère financière n'est plus un simple rapport de forces, mais se transforme actuellement en un véritable rapport de soumission, voire d'écrasement* ». Ce rapport est de 1 à 28. « *97 % des transactions relèvent des marchés de la finance globalisée* ». Le capitalisme financier est prisonnier de la logique de prise de risques excessive des firmes de gestion des fonds placées sous la contrainte de la création de valeur actionnariale : de hausse sans fin des cours de bourse et d'une pression toujours plus exigeante de distribution de dividendes. Cette logique contribue au développement de produits financiers complexes alimentant, dans un cycle sans fin, cette vertigineuse bulle qui menace nos économies et plus globalement nos sociétés.

Le financement des retraites est affaire de la Nation. Il ne peut en aucun cas être celui du capitalisme financier dont nous reconnaissons la nocivité.

Jean LATOUR

(1) Cf. *Royaliste* n° 895.

Harry de Galles

L'envoi en Irak du petit-fils de la Reine est un moment de vérité pour la monarchie britannique mais aussi pour l'intervention militaire dans ce pays.

L'annonce en février de l'envoi à Bassorah de l'unité du régiment des *Blues and Royals* dans laquelle sert le prince Harry, second fils du prince de Galles et troisième dans la ligne de succession au trône, a été soudain dramatisée fin avril par la révélation, sans surprise, que la milice chiite de l'Imam Sadr l'avait désigné comme cible. Une déclaration attribuée à Al-Qaïda va dans le même sens. Dès lors s'est posé le cas de conscience, cornélien sinon shakespearien, de l'envoyer ou pas.

Ira ? Ira pas ? Les opinions qui se sont exprimées remettent le statut de la monarchie au cœur du débat. Dix ans après la mort de sa mère, la princesse Diana, Harry se met lui-même volontairement en danger de mort. Ce n'est pas banal. La Grande-Bretagne devrait se préparer à un nouveau traumatisme national, qu'Harry soit tué ou, pire, qu'il soit pris en otage, quelque chose du genre du calvaire d'Aldo Moro pour l'Italie qui avait sonné le glas de la démocratie chrétienne.

Républicains et loyalistes se rejoignent dans la presse britannique de ces derniers jours pour estimer que nous sommes en présence d'un test décisif pour l'image de la monarchie en général et de celle de la présente famille royale. Si tout cela a encore un sens, disent partisans comme adversaires, c'est le moment de le prouver. L'*Observer* loyaliste écrit que si le prince est empêché de partir avec ses hommes, il n'y a guère de raison de continuer d'être attaché à la famille royale. Le *Guardian* républi-

cain conclut à l'identique : tout échec à montrer que la royauté est utile ne fait que renforcer l'argument en faveur de la république. Le prince Harry irait donc en Irak pour sauver la monarchie britannique. À la limite il doit se sacrifier pour qu'elle survive. Il doit se perdre pour qu'elle vive. *Le roi est mort, vive le roi*. Qu'importe qu'il ne soit pas le roi ni même son successeur immédiat, il suffit qu'il soit appelé à le devenir (compte tenu surtout de la longévité de la reine actuelle).

Les précédents sont rares et anciens. Il faut relire Shakespeare pour retrouver en Richard III le dernier roi mort au combat ou chantonner « *Malbrough s'en va t'en guerre... Ne sais quand reviendra* » pour se rappeler de George II dans les guerres de succession du Siècle des Lumières. La famille royale actuelle vivait encore jusqu'à la récente mort de la reine-mère sur le prestige acquis durant le Blitz pendant la Seconde Guerre mondiale. Le lien fort entre la Reine et l'Armée au-delà de toute politique est une constante de l'histoire. Élisabeth II n'y a jamais failli. Qu'importe que Harry ne soit qu'un tout jeune officier à la tête de seulement onze hommes dans quatre véhicules blindés, il est le chevalier blanc dans son armure.

Or voilà le point difficile : cette guerre n'est pas une guerre juste au sens de la chevalerie. Le Royaume-Uni l'envoie combattre dans une guerre injuste et, circonstance aggravante dans notre ère démocratique, désapprouvée par une majorité de l'opinion

nationale. Le sacrifice du prince Harry est donc l'heure de vérité pour l'intervention militaire en Irak. Après la récente humiliation de la Navy aux mains des Iraniens, il ne peut que précipiter le fiasco. Si certains pensent légitimer par là cette intervention, ils ont fait le plus mauvais calcul. La Nation regroupée autour de son héros se retournera d'autant plus violemment contre ceux qui l'ont livré : Tony Blair, qui quitte le pouvoir pendant ce temps, voire la Reine elle-même qui risque cette fois d'être emportée par la tourmente. Le prince Harry doit rentrer à Londres en permission début juillet pour présider à une commémoration de la mort de sa mère. La jonction des deux événements pourrait être cruciale pour la monarchie.

Si Tony Blair entraîne dans sa chute celle de la monarchie, pour l'avoir délibérément exposée dans l'aventure coloniale en Irak (vue comme telle par les Irakiens), il aura bien travaillé pour le retournement du monde, la défaite de la civilisation occidentale, qu'il prétendait défendre, aux mains de la barbarie. Cette rhétorique aura créé son propre objet de mort.

Si, comme nous l'espérons tous, Harry sort indemne de ces six mois de service en Irak, nous attendons à l'inverse qu'il fasse justice de cette guerre et qu'avec lui, dans l'honneur, l'ensemble des soldats britanniques stationnés là-bas rentrent dans leurs foyers, indépendamment de ce que décidera ou non le président Bush sous la pression du Congrès.

Alors la monarchie britannique aura joué son rôle et retrouvera toute sa légitimité, y compris aux yeux des républicains, et la Grande-Bretagne son indépendance.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **WALLIS** – Un des trois rois de la République française, le roi de Wallis, Tomasi Kulimoetoke, est décédé à l'âge de 88 ans. Le roi qui porte le titre de *Lavelua* régnait depuis 1959 et avait pris une part essentielle dans l'accession des îles Wallis et Futuna au statut de territoire français en 1961. Malade et âgé, le roi avait délégué l'essentiel de ses compétences à sa famille et notamment sa fille, la princesse Etua. C'est cette dernière appuyée par la Grande chefferie qui, il y a deux ans, avait engagé un bras de fer avec l'Etat français afin de faire prévaloir le droit coutumier sur le droit pénal français, après la condamnation de son fils pour homicide involontaire, lors d'un accident de la route. Cette fronde avait provoquée de vives tensions dans l'île où certaines familles nobles avaient proclamé la destitution du roi et élu un autre monarque, alors que la population d'Uvéa, soutenant le roi, avait organisé un blocus de la capitale. Il avait fallu l'arbitrage de Paris, qui avait dépêché un médiateur pour que la crise s'apaise. Ce conflit latent risque d'avoir des répercussions sur la succession de Tomasi Kulimoetoke. En effet, monarchie non héréditaire mais aristocratique, ce sont les familles nobles, les *Alikies*, qui élisent ou destituent les rois.

♦ **ESPAGNE** – Le prince héritier Felipe d'Espagne, âgé de 39 ans, et son épouse la princesse Letizia, âgée de 34 ans, viennent d'avoir un deuxième enfant, une fille prénommée Sofia en hommage à sa grand-mère la reine d'Espagne. Le nouveau-né est actuellement troisième dans l'ordre de succession derrière son père et sa jeune sœur l'infante Leonor, âgée de 18 mois. Néanmoins, elle ne régnera pas si un frère venait à naître par la suite, l'actuelle Constitution accordant la prééminence aux enfants de sexe masculin pour l'accession au trône. Le gouvernement Zapatero, en 2004, avait annoncé une réforme de la Constitution sur ce point mais le projet est resté dans les tiroirs.

♦ **MONACO** – En voyage officiel en Suisse et reçu par Micheline Calmy-Rey, présidente de la Confédération Helvétique, le prince Albert II de Monaco a fait part de son inquiétude face au réchauffement climatique. Il a dit partager les vues de la Confédération en la matière et soutenir, comme la Suisse, la création d'une organisation mondiale de l'environnement dans le cadre de l'ONU. « *Je suis persuadé qu'il y a urgence et qu'il y aura des signes évidents que le climat change, a déclaré le prince, je crois qu'il faut s'inquiéter* ». En 2006, le souverain avait été le premier chef d'Etat à entreprendre une expédition au pôle Nord pour attirer l'attention du public sur la fonte des glaces polaires.

♦ **JORDANIE** – À l'occasion du lancement d'un important programme de micro-crédit géré par la Fondation pour l'aide en provenance de la communauté internationale (FINCA), la reine Rania de Jordanie a lancé un appel aux gouvernements et aux agences de développement pour leur demander de soutenir financièrement les nouveaux programmes de micro-crédits. Le micro-crédit consiste en l'octroi de services et de prêts modestes à des pauvres pour leur permettre de développer une petite entreprise : boutique d'artisanat ou échoppe alimentaire par exemple. « *Je pense que c'est l'un des instruments permettant de donner du pouvoir aux femmes* », a déclaré la reine.

Les fausses évidences

Les résultats du premier tour de la présidentielle semblent avoir ruiné nos analyses politiques et sociales : le grand mouvement populaire de colère et de révolte ne s'est-il pas perdu le 22 avril dans des choix qui ont massivement privilégié trois représentants de l'oligarchie - avec une classique opposition entre la droite et la gauche au deuxième tour ? D'où l'enthousiasme des commentateurs autorisés qui voient dans ce scrutin le signe d'un nouvel équilibre de la démocratie française, libérée de ses extrêmes. Faut-il se rendre à ces évidences ?

Dans les médias français, ce fut un concert sans la moindre fausse note. À la radiotélévision et dans la presse écrite, les sommités parisiennes et leurs humbles confrères de province ont employé des expressions presque identiques pour évoquer les résultats du premier tour et les présenter comme une triple consécration :

- celle de la confrontation traditionnelle entre la droite et la gauche, idéalement représentées par Nicolas et Ségolène qui incarnent la jeune génération néo-conservatrice ou néo-socialiste ;

- celle des instituts de sondage, qui ont correctement annoncé l'ordre d'arrivée au premier tour et le duel du second ;

- celle des grands journalistes qui travaillent avec les instituts de sondage et qui souhaitent que le débat électoral ait lieu entre les deux candidats et les deux partis qui ont leur faveur.

Le ton enthousiaste des commentateurs attirés sonnait comme une revanche sur le premier tour d'avril 2002 et sur le référendum de mai 2005. Le fameux 21 avril, dont on craignait le retour a été effacé, de même que le rejet *nationaliste* et *populiste* du *traité constitutionnel*.

Triomphe de l'ordre, de la mesure, lors de ce vote *historique* qui caractériserait le passage à une démocratie adulte inscrite dans le *cercle de la raison* défini par le cher Alain Minc.

Cette unanimité du discours médiatique impressionne, mais ce n'est pas le souci d'objectivité qui le caractérise. Nous avons entendu dire à cent reprises que la France avait été *lavée* du vote du 21 avril et qu'elle était soulagée du sentiment de *honte* éprouvé depuis le référendum. Les 4 804 000 électeurs qui avaient choisi Jean-Marie Le Pen en avril 2002 (5 525 032 au deuxième tour du 5 mai) étaient donc sales ou producteurs de saleté ? La majorité du 30 mai 2005 était-elle moralement obscène ? Nous aurions été un peuple-enfant (l'enfant, *pervers polymorphe* selon Freud) avant de parvenir à la maturité...

Typique, la réflexion de Gérard Courtois dans *Le Monde* du 26 avril sur ces « Français [qui semblent] guéris de leur crise d'adolescence de 2002, sortis de l'âge ingrat et de ses colères, revenus à des choix adultes et cohérents ». Et Nicole Gauthier (*Libération* du 24 avril) prolonge l'analyse psycho-politique par une observation

sociologique qui lui paraît réjouissante : « Le traditionnel *vote de classe*, celui qui fit la fortune de la gauche ouvrière et de la droite possédante, s'estompe au profit d'un choix plus pragmatique, en fonction du discours, des valeurs et des programmes portés par chacun des candidats, ce qui n'est peut-être pas une mauvaise nouvelle pour la démocratie ». Et tous de se féliciter de l'apparition d'une France bipolarisée par exclusion des extrêmes : défaite de Jean-Marie Le Pen et émiettement de l'extrême gauche (1).

On remarquera cependant que Jean-Marie Le Pen a obtenu 3 834 530 voix (10,44 %) et Philippe de Villiers 818 407 voix (2,23 %), soit 4 652 937 citoyens qui ont choisi d'exprimer leur opposition radicale à la classe dirigeante par un vote à l'extrême droite - sans qu'ils soient nécessairement favorables au programme de Jean-Marie Le Pen. De l'autre côté, les voix qui se sont portées sur Olivier Besancenot, Marie-George Buffet, Arlette Laguiller et José Bové (j'exclus Dominique Voynet, trop proche de l'oligarchie) donnent un total de 3 300 254 citoyens qui ont exprimé un antilibéralisme radical. *L'exclusion des extrêmes* le 6 mai ne signifie certainement pas leur élimination.

Les grands médias auraient par ailleurs tort d'annoncer l'effacement du vote de classe et par conséquent la disparition à moyen terme de la lutte de classes au profit de choix *réalistes*, qui se feraient *pragmatiquement* entre le centre-droit et le centre-gauche. Les nombreux mouvements sociaux de ces derniers mois ont été brièvement évoqués dans les médias mais n'en demeurent pas moins significatifs d'une vive tension sociale. Et les manifestations organisées le 1^{er} mai par le syndicalisme de résistance (CGT, CGT-

FO, CFTC, Sud) montrent par leur succès que la capacité de mobilisation est forte.

Il reste à interpréter le résultat des trois candidats arrivés en tête, qui ont recueilli 75 % de l'ensemble des suffrages exprimés ce qui semble infirmer la thèse d'une fracture politique entre la majorité de la population (classes populaires et classes moyennes) et l'élite au pouvoir.

Les divers membres de la classe dirigeante devraient cependant y regarder à deux fois et ne pas vendre la peau de l'ours antilibéral avant de l'avoir tué. Dans une remarquable analyse publiée le 26 avril sur le site de la gauche républicaine (2), Jacques Sapir démontre que le système français est toujours en crise, mais qu'elle a changé de forme.

Les votes massivement exprimés le 22 avril s'expliquent par le fait que, selon les enseignements de la psychologie expérimentale, « les préférences sont largement déterminées par le contexte du choix (...) » voire par un *méta-contexte*. En d'autres termes, la campagne a été d'emblée inscrite par les médias et les partis politiques dans une problématique générale qui dépassait le débat droite-gauche : Jean-Marie Le Pen serait-il à nouveau présent au deuxième tour, comme le 21 avril 2002 ? En janvier et en février, la réédition de ce choc était souhaitée par de nombreux Français, y compris des antilibéraux de gauche, et l'espérance ou la crainte d'un nouveau choc déstabilisateur a hanté toute la campagne.

À ce méta-contexte, s'est ajouté le contexte créé par la percée de François Bayrou. L'opinion publique s'est trouvée engagée dans une problématique très particulière car le candidat centriste semblait apporter la promesse d'un changement opéré par-delà la droite et la gauche classiques et, plus précisément, offrait la possibilité d'exclure l'un des deux favoris des sondages puis de battre le *survivant* au second tour. Ce que Jean-Pierre Chevènement avait annoncé en 2002, François Bayrou pouvait être en mesure de le réaliser cette année : faire *turbuler* le système jusqu'à ce qu'il s'effondre.

Cette situation inattendue a déterminé chez des millions de Français des choix électoraux tactiquement rationnels mais politiquement aberrants - puisque beaucoup se sont résignés à voter pour des candidats qu'ils récusent totalement. Tandis que les anciens bataillons chiraquiens se rangeaient dans l'ordre et la discipline derrière Nicolas Sarkozy, tandis que les troupes socialistes s'alignaient derrière leur candidate dans un climat marqué par les divisions internes et les trahisons plus ou moins explicites, l'élec-



■ Les médias ont tout fait pour que le débat électoral ait lieu entre les deux candidats et les deux partis qui ont leur faveur.

torat contestataire s'est réparti sur trois candidats ou groupes de candidats :

- vote d'adhésion ou plus largement de pure provocation en faveur de Jean-Marie Le Pen ;

- vote en faveur des petits candidats qui avaient fait campagne pour le *Non* (de Philippe de Villiers à Gérard Schivardi) ;

- vote, surtout, en faveur de François Bayrou, utilisé, dans l'hostilité déclarée à son statut d'oligarque et à ses propositions ultra-libérales, comme béliet anti-système.

Les hésitations de très nombreux électeurs, que chacun a pu observer, confirment qu'une large fraction de l'électorat a mis de côté les idées et les programmes au profit de l'efficacité : finalement, la provocation lepéniste a été délaissée au profit du béliet centriste - qui n'a pas finalement joué le rôle destructeur attendu de lui. Comme l'écrit Jacques Sapir, « la combinaison de ces deux contextes, qui s'auto-renforçaient réciproquement, explique amplement la restructuration des préférences des électeurs qui a conduit à accorder aux trois premiers candidats près des trois-quarts des votes. Pour autant ce vote ne peut nullement passer pour une pleine et totale adhésion aux idées. Le scénario du second tour a envahi le premier tour faisant ainsi - provisoirement - mentir le vieil adage du système électoral français qui veut que l'on choisit au premier tour et l'on élimine au second tour ».

Et Jacques Sapir d'ajouter : « Rien ne prouve qu'une telle combinaison contextuelle puisse être reproduite à l'avenir. » Pourquoi ? Parce que les trois principaux

candidats ont repris dans leurs discours les thèmes défendus par les différentes fractions de l'électorat contestataire : patriotisme, dénonciation de l'euro fort, allusion au protectionnisme, déclarations contre les délocalisations, promesse d'un nouveau référendum sur l'Europe faite par Ségolène Royal et François Bayrou...

La récupération démagogique est patente mais elle cache un piège : celui qui reprend sans y croire des propositions contestataires les justifie devant l'opinion publique et invalide l'idéologie dominante. Par exemple, le thème protectionniste, tenu pour disqualifiant il y a six mois, est désormais reconnu puisqu'il est évoqué par Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy. Tous deux pensent pouvoir revenir au *pragmatisme* sans comprendre qu'ils vont payer cher leur cynisme : « Une telle situation où des forces pro-système doivent reprendre une partie du discours des forces anti-système a toujours et partout été le signe d'une crise politique grave, et potentiellement explosive, écrit Jacques Sapir. Des segments entiers des forces pro-système sont déstabilisés et idéologiquement prêts à basculer. »

Le combat continue ! Mais dans des conditions très difficiles qu'il nous faudra bientôt préciser.

B. LA RICHARDAIS

■ (1) Pour une présentation complète des réactions médiatiques :

Cf. Henri Maler & Gregory Rzepski : « *Le sacre du printemps ou le banquet des éditorialistes* », mis en ligne le 30 avril 2007 sur Acrimed : <http://www.acrimed.org/>

■ (2) Cf. « *Fausse et vraies leçons d'un premier tour* » sur le site : <http://www.gaucherepublicaine.org/>

Les loups et le chic type

Un sociologue et écrivain, d'origine très modeste, débarque avec sa bonne tête d'adolescent des quartiers difficiles dans une louveterie de droite. Devinez ce qui arriva ?

Les loups le déchirèrent à belles dents. Il faut dire que c'étaient des loups particulièrement dangereux, des sarkozystes qui ne tuent pas seulement pour manger mais pour le plaisir de voir le sang gicler sous leurs griffes - surtout quand la victime de leur cruauté est l'*Arabe de service*.

C'est que la garde rapprochée de Nicolas Sarkozy, parfaitement à l'aise dans la vie comme dans ses costumes de bonne coupe, magnifiquement humaniste et républicaine sur les estrades, retrouve les mots du racisme dès qu'un type un peu bronzé avec un nom pas de chez nous et un pedigree de pauvre - en l'occurrence Azouz Begag - se trouve à côté d'eux. « Allez, fissa, sors de là ! Dégage d'ici je te dis, dégage ! » lui intime Brice Hortefeux alors qu'ils siègent tous deux au banc du gouvernement, à l'Assemblée nationale.

C'est bien sûr le chef de meute qui est le plus violent de tous. Insulté : « Tu es un conard ! Un déloyal, un salaud ! », menacé : « je vais te casser la gueule, salaud ! », Azouz Begag confirme par son témoignage que Nicolas Sarkozy est un homme qui ne se contrôle pas - sauf lorsqu'il se produit sur la scène médiatique.

Un mouton dans la baignoire (1) ne vaut pas seulement par ce qu'il confirme sur l'ancien ministre de l'Intérieur. Azouz Begag explique très bien ce qui se passe lorsqu'on est un ministre-prétexte, une figure emblématique en forme d'effet d'annonce dans un

gouvernement. Le voici, « *fil de pauvre, élevé dans un bidonville, nourri au couscous trempé dans du lait de chèvre* » promu par la grâce de Dominique de Villepin au rang de ministre délégué à la Promotion de l'égalité des chances.

L'intitulé est ronflant. Mais le ministre, rattaché à Matignon, n'a aucun pouvoir, aucune administration, aucun crédit lui permettant d'accomplir la mission immense qui lui a été confiée. L'imposture est patente. Azouz Begag n'ignore pas qu'il est l'*Arabe de service* mais il décide courageusement de faire front. Il sera humilié en permanence, méprisé, mené en bateau, interdit d'expression sur certaines antennes et dans les quotidiens influents comme un vulgaire dissident.

C'est pourtant un bon petit soldat de la droite, qui déjeune avec Laurence Parisot et défend le CPE, mais il a le tort d'être villepiniste, crime majeur pour les sarkozystes, alors que dans la rue on lui reproche de rester solidaire d'un gouvernement qui proclame l'état d'urgence lors de la révolte des banlieues. Situation impossible, assumée au prix de douleurs physiques, d'angoisses et d'insomnies...

Il n'est pas inutile de savoir que c'est ainsi que ça se passe pour maints ministres de droite et de gauche, traités comme des moins que rien par la super-élite - même et surtout lorsque ce sont des chics types.

Yves LANDEVENEC

(1) Azouz Begag - « *Un mouton dans la baignoire* », Fayard, 2007, prix franco : 20 €.

 **Achat immédiat**

Contre le communautarisme

Certain ministre de l'Intérieur, une partie de la grande presse et des membres influents du patronat ont exploité le thème communautariste. Ce sont des apprentis sorciers.

Cofondateur de l'Observatoire contre le communautarisme (1), Julien Landfried publie un ouvrage (2) dont le titre sonne comme un appel au combat politique.

Tel est le cas. Mais il nous donne plus qu'un pamphlet : une analyse solidement fondée sur des travaux scientifiques - ceux d'Emmanuel Todd tout particulièrement - qui a pour objet de comprendre la nature et la portée de la thématique communautariste ; une critique bien argumentée, même si elle se réfère parfois à des auteurs qui cèdent à la complotite - Pierre Hillard par exemple - et pour finir une belle réflexion sur l'universalisme républicain.

Julien Landfried a eu le courage de plonger dans le bouillon de sous culture communautariste dans lequel on trouve un ministre de l'Intérieur devenu candidat à la présidence de la République, des associations antiracistes, des groupes d'extrême gauche, des régionalistes de droite, des islamistes (glorifiés par certaines organisations trotskystes), des organisations identitaires tel le Conseil représentatif des associations noires (CRAN) dont la représentativité est excessivement problématique, des amuseurs publics passés à la provocation pas drôle (Dieudonné) et maintenant ostracisés, des intellectuels qui racontent n'importe quoi après avoir regardé le journal télévisé, des journalistes et des journaux à la mode (tendance

gauche morale, bourgeoisie bohème), de grands patrons et des officines financées par ces messieurs. Après inventaire, le projet (ou la pulsion) qui relie ces divers groupes et personnages est fort bien mis en évidence.

Il apparaît notamment que la promotion des *minorités visibles* se fait par l'effacement du peuple français, devenu invisible dans ses classes populaires, ses revendications sociales, ses choix politiques. Ce phénomène n'est pas le fruit du hasard ou d'une quelconque fatalité post-moderne. La mise en scène des identités sexuelles et ethniques, promues comme victimes sur le marché de la souffrance, permet d'en finir médiatiquement avec une représentation, dangereuse pour la classe dirigeante, des mille et une misères engendrées par le système économique.

Le communautarisme est une formidable imposture, qui fonctionne avec une efficacité telle que ses inventeurs risquent de déclencher une logique de guerre civile qu'ils ne pourront pas maîtriser. Tout discours ethniciste est potentiellement meurtrier.

Jacques BLANGY

(1) www.communautilarisme.net

(2) Julien Landfried, *Contre le communautarisme*, Armand Colin, 2007 (prix franco : 18 €).

 **Achat immédiat**

L'auteur sera l'invité des Mercredis de la NAR le 13 juin.

Lumières du Moyen Âge

Il arrive encore très fréquemment dans les discussions intellectuelles ou politiques, que les termes concernant le Moyen Âge soient employés en un sens infamant. Renvoyer aux mœurs médiévales est souvent le meilleur moyen de stigmatiser un adversaire ou de le ridiculiser. Il est vrai qu'à l'inverse on pourra utiliser *la grande clarté du Moyen Âge* comme un beau mythe romantique faisant surgir un imaginaire très esthétisant. Il y aurait sans doute mieux à faire de cette longue période de notre histoire occidentale. Elle est suffisamment riche d'un patrimoine culturel polyvalent et elle nous renvoie aussi à un passé, qui lui non plus ne semble pas devoir passer (puisqu'il est sans cesse invoqué), pour que nous l'envisagions avec quelque rigueur et surtout avec une curiosité ouverte. Songeons par exemple aux relations complexes qu'entretiennent les trois monothéismes et à tout ce qu'elles déterminent comme conséquences sur la coexistence des religions, le développement de l'État laïque et l'essor de la raison scientifique ou philosophique. Nous pouvons alors nous interroger sur la genèse de notre civilisation, en écartant l'idée trop simple que tout commencerait aux Lumières du XVIII^e siècle. C'est du moins la conviction très argumentée de Rémi Brague, professeur à la Sorbonne et à Munich, spécialiste de la pensée médiévale.

Formé lui-même aux pures sources helléniques de la pensée il aurait pu éluder l'espace intermédiaire avec la modernité si les caprices de l'Université ne l'avait conduit à intéresser ses étudiants aux grands auteurs médiévaux, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans. Loin de conclure qu'on l'avait ainsi enfermé dans une impasse, il s'est de plus en plus convaincu du bien-fondé de ses recherches, s'apercevant parfois que la post-modernité rendait crédit et éclat à des réflexions médiévales que la modernité avait dédaignées. Pour ne donner qu'un seul exemple, il apparaît que la façon dont des philosophes (ou des théologiens) comme saint Bernard au XII^e siècle ont réfléchi à la réalité humaine de la *chair* anticipe sur les derniers travaux d'un Maurice Merleau-Ponty et tout ce que la phénoménologie contemporaine (jusqu'à Michel Henry) a pu considérer à frais nouveaux. À l'opposé de la sottise accablante qui nous persuade que le judéo-christianisme aurait dévalorisé le corps (et le plaisir), s'impose l'insistance constante sur la nature charnelle de l'homme : « *Non seulement, les médiévaux soutiennent que la chair n'est pas mauvaise, mais il en existe dans la pensée médiévale une vision tout à fait positive, qui la déclare emphatiquement bonne.* »

Voilà qui devrait nous alerter sur toutes les légendes, les à-peu-près et même les contresens qui circulent sur la pensée médiévale et qui sont véhiculés par des gens cultivés, tributaires de stéréotypes qui ont la vie dure. S'il faut faire moi-

même un aveu, je constate que Rémi Brague m'a débarrassé de plusieurs erreurs, l'une d'entre elle n'étant pas sans importance dans la conscience de soi de l'homme moderne. On connaît, en effet, le texte célèbre de Freud où le fondateur de la psychanalyse associe sa découverte de l'inconscient aux deux révolutions anthropologiques entraînées par Copernic et Darwin. Le fait de ne plus être au centre du monde comme celui d'appartenir à un continuum biologique aurait anticipé sur la blessure narcissique concernant la psyché. Or c'est une mauvaise interprétation du géocentrisme qui aurait conduit Freud à une telle inférence : « *La plus ancienne vision du monde qui nous soit parvenue ne considère pas la terre comme étant au centre, mais comme étant en bas, ici bas, sous le soleil, en dessous du ciel qui passe pour le sublime séjour des êtres divins...* » La terre loin d'être glorifiée constitue un lieu d'humilité. Il ne faut pas confondre *centralité géométrique* et *centralité axiologique*, d'autant que le centre est conçu comme le bas d'une sphère, donc ce qui est inférieur, là où les corps tombent. La révolution copernicienne n'aboutit pas à un déni d'anthropocentrisme mais à une promotion, la terre étant elle-même anoblie à l'égal des corps célestes.

par Gérard Leclerc



Une telle méprise est caractéristique des fausses perspectives qui peuvent être les nôtres sur un passé mal connu. Il en est d'autres qui sont réapparues ces derniers mois et que le face-à-face contemporain avec l'Islam contribue à rendre infalsifiables. À la suite de la fameuse conférence de Benoît XVI à Ratisbonne sur les rapports de la raison et de la foi, certains ont voulu contrer la démonstration du pape en rappelant qu'en matière de rationalité Averroès valait largement saint Thomas d'Aquin. Luc Ferry, notamment, a fermement exprimé son désaccord en alléguant le grand penseur arabe de Cordoue. Ce qui lui valu une réponse assez cinglante

de Rémi Brague, qui ayant lu très précisément Averroès, contredit l'idée d'une prééminence de la raison chez celui qui « *fait comparaître l'activité philosophique devant le tribunal de la sharia. C'est le mouvement contraire de ce qui se passe en chrétienté, où Thomas d'Aquin, au début de la Somme Théologique, s'interroge sur la légitimité de la théologie devant le tribunal de la philosophie en demandant : une autre science que celle-ci est-elle possible ?* »

C'est un immense sujet sur lequel Rémi Brague entre en débat avec Leo Strauss. Selon ce dernier, grand admirateur des lumières médiévales, ce sont les penseurs juifs et musulmans qui auraient conservé leur liberté intérieure de philosophe, tandis que le christianisme aurait érigé la philosophie en servante de la théologie. Sans doute. Mais le fait que la philosophie soit devenue une discipline autonome dans une université où elle est considérée comme telle est une spécificité de la chrétienté. Philosophie juive et philosophie musulmane sont des activités privées. Et en ce qui concerne le cas Averroès lui-même, il est abusif de le transformer en philosophe défendant l'indépendance de son savoir. Juriste de métier, il défend d'abord, parfois avec des arguments philosophiques, le droit religieux. La réalité est dure pour la légende. Mais elle nous laisse le choix de notre propre avenir. Le dialogue à inventer n'a pas de précédent fiable dans l'Histoire. Vérité rude à entendre et à dépasser.

■ Rémi Brague - « *Au moyen du Moyen Âge* ». Les éditions de la Transparence, prix franco : 23 €.  **Achat immédiat**

De Dieu et du régicide

Moins qu'ailleurs, mais pour autant trois fois dans son Histoire, la France a eu à déplorer la mort brutale et provoquée de son roi.

Voilà une sorte de définition du régicide, et s'il faut mettre à part le procès et l'exécution de Louis XVI en 1793, deux rois perdirent la vie de cette manière au cours de la cinquantaine d'années qui sépare la mort d'Henri II de celle d'Henri IV. Si le trépas de ce dernier a fait l'objet de nombreuses études, celle de son prédécesseur a beaucoup moins passionné les chercheurs et Henri III traîne par delà les siècles une affreuse et fort imméritée réputation.

La collection « *Les journées qui ont fait la France* », heureusement remise au goût du jour - si elle tranche de sa devancière aux productions fort inégales - permet de découvrir des études peut-être moins accessibles au profane mais d'une rare qualité scientifique et éditoriale. L'ouvrage de Nicolas Le Roux, *Un régicide au nom de Dieu*, représente au mieux cette veine nouvelle.

Plus délicate qu'il y paraît, l'étude de l'assassinat du dernier des Valois par le moine Jacques Clément - être simplet, candidat idéal pour endosser un rôle bien trop grand pour lui et susciter les plus folles, et parfois les plus folles, théories du complot - fait apparaître un nombre important de causes et d'éléments constitutifs. Il est vrai que bien des prêtres ultras de Paris et d'ailleurs, dans des prêches d'une violence inouïe contre un roi qui avait le tort de ne pas vouloir l'anéantissement complet de ses sujets acquis à la religion réformée, ont idéologiquement préparé

l'assassinat. Le peuple de Paris, prompt à se révolter et à se conduire de la manière la plus sauvage était allé jusqu'à se liguier contre son roi qui n'eut de salut que dans la fuite.

Rien n'est oublié dans cette étude très touffue, parfois un tantinet âpre mais d'un sérieux et d'une intelligence admirables. Aucun des éléments de la compréhension de la situation du royaume dans les années 1574 à 1589 n'est laissé dans l'ombre. Pas plus le rôle trouble de la papauté et de la hiérarchie catholique française, que l'attitude franchement dépourvue d'équivoque d'une monarchie espagnole qui n'avait de cesse de jeter le trouble dans le royaume de France au nom d'une vision manichéenne du rapport à la religion. Si la main espagnole est moins clairement accusable dans ce meurtre que dans celui d'Henri IV vingt années plus tard, il reste clair que la joie morbide qu'en éprouva Philippe II ne peut que soulever le cœur.

Bien au-delà de l'événement lui-même, le livre nous propose une thèse fondamentale qui veut que ce régicide ait profondément modifié la nature même de la Monarchie française, s'éloignant du corps du peuple pour gagner une dimension plus sacrale et plus providentielle.

Pascal BEAUCHER

■ Nicolas Le Roux - « *Un régicide au nom de Dieu : l'assassinat d'Henri III* », Gallimard, prix franco : 26 €.

 **Achat immédiat**

Les révolutions du monde

Images numériques, créations robotiques, nouvelle aéronautique : le monde bouge mais les humains restent ce qu'ils sont : des animaux politiques, religieux - parfois un peu naïfs, mais tant mieux.

En Europe, la révolution robotique avait été annoncée voici une bonne quinzaine d'années à grand fracas mais l'automate n'a pas marché. Au Japon, en revanche, ça galope. Le marché des robots domestiques est en pleine expansion : 5 milliards d'euros. Raphaëlle Marcadal donne maints exemples illustrés de drôles de photos : celle du chien en fils et ferraille (2 500 dollars pièce tout de même) qui a l'immense avantage de ne pas laisser sur le trottoir les déjections qui font glisser le citadin français - sans qu'il puisse protester tant l'aboyant animal est ici sacré.

La passion robotique est elle aussi d'ordre métaphysique : les trois monothéismes jugent blasphématoire la créature artificielle alors que les Japonais n'établissent pas de hiérarchie entre l'humain et l'artificiel, entre l'animé et l'inanimé.

De ce solide article publié par *La Revue* (1), il faut sauter au dossier consacré par Renaud de Rochebrune aux révolutions du cinéma, les nouvelles technologies numériques venant bouleverser toute l'économie du secteur ; conception, réalisation, commercialisation... Hollywood est menacé, la mondialisation cinématographique sera continentale, nationale et infiniment particularisée.

Contrairement aux prophéties fin-de-siècle, les images et les machines ne font point perdre de vue la politique.

Nous sommes en campagne électorale, période propice aux sondages. Aux considérations de maints journalistes - plus crédules que l'opinion publique - *La Revue* oppose les analyses rigoureuses de deux universitaires. Interrogé par Bertrand Renouvin, le sociologue Patrick Champagne souligne un paradoxe : « *la logique des sondages d'opinion, c'est de faire répondre tout le monde sur tout. La réalité, c'est que tout le monde n'a pas d'opinion sur tout* ». Et Bernard Cuberta fond explique que « *la recherche sur l'opinion a cédé la place à la fabrique de l'opinion par ceux qui ont les moyens d'acheter les produits de ce cartel mondial de la Compagnie des sondages, dont les batteries d'ordinateurs tournent à plein régime pour fusionner opinion, consommation et audience* ».

Ce qui tourne aussi à plein régime, c'est Toyota à Valenciennes. Naïfs, nous voulons bien croire à ce monde parfait où des ouvriers heureux dialoguent avec des patrons sympas en japonais : on vous apprend à dire *kaizen* pour *amélioration permanente* et *shitsuke* pour *discipline*. Mais pour *syndicat*, *revendication*, *grève*, le lexique est muet...

Régine JUDICIS

■ (1) *La Revue*, Bimestriel international - n° 8, mai/juin 2007. En vente en kiosques : prix 6 €. (codification NMPP : 08183)

■ Site internet : www.jeuneafrique.com/revue.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 16 mai** – Directeur d'études à l'École des Hautes études en sciences sociales, **Jacques SAPIR** a consacré de nombreux ouvrages à la théorie économique, à l'Union soviétique, à la Russie. Son prochain livre portera sur les transformations des rapports de force internationaux et il a accepté de nous exposer les points principaux de son analyse : nous sommes en train de vivre « **La fin du « siècle » américain** », marquée par le désastre politique et militaire en Irak, l'affaiblissement général de l'hyperpuissance et la renaissance d'une Russie qui est en train de retrouver sa puissance économique et son rôle international grâce à la restauration d'un Etat pleinement souverain.

C'est en fonction de cette nouvelle donne qu'il faut examiner la stratégie de la Chine, l'avenir de l'Iran et la situation de l'Union européenne. Au sortir de la période électorale, la France saura-t-elle comprendre le nouveau contexte international et mener une nouvelle politique dans un jeu diplomatique beaucoup plus ouvert que ces quinze dernières années ?

● **Mercredi 23 mai** – Docteur en droit et en histoire économique et sociale, chercheur au Bureau d'études économiques et sociales de la CFTC, auteur de nombreux ouvrages et invité régulier de nos réunions, **Philippe ARONDEL** vient de publier une étude sur la souffrance de très nombreux salariés qui sont victimes du harcèlement moral et de maladies physiques ou psychiques liées à leur activité professionnelle. L'augmentation du nombre de suicides sur les lieux de travail est le signe, terrible et indiscutable, d'une régression sociale qui s'accomplit dans la violence contre les personnes.

En examinant « **Les nouveaux enjeux de la santé au travail** », Philippe Arondel montre que la souffrance sociale n'est pas une conséquence regrettable du travail en entreprise mais l'effet voulu d'une philosophie strictement matérialiste du management libéral. Face à ce système de destruction des droits des salariés, les syndicats peuvent opposer une résistance juridique qui doit s'inscrire dans une nouvelle politique de la santé publique.

● **Mercredi 30 mai** – Peu avant la victoire du Non au référendum de 2005, nous avons reçu **Jean-Luc GREAU**, auteur d'un remarquable ouvrage sur « **L'Avenir du capitalisme** ». Ancien Directeur des études législatives puis Directeur de l'analyse et de la recherche du CNPF devenu Medef, il est reconnu comme un excellent observateur de la conjoncture économique, française et internationale.

Nous l'avons de nouveau invité afin qu'il nous livre son analyse sur « **L'état économique de la nation** ». Cette réflexion critique s'impose car la campagne présidentielle n'a pas permis de tirer le bilan des cinq années écoulées, les débats

Souscription

Si tu désires peu de choses...

Bravo ! un mois après son lancement notre souscription est arrivée à mi-course puisque nous avons besoin cette année de 13 000 € et que nous en sommes pratiquement à 7 000 €. Cela ne veut pas dire qu'il faille relâcher l'effort, bien au contraire. Touchés par la crise, bon nombre de nos amis ont été contraints de diminuer le montant de leur participation et ce ne sera que par un nombre plus important de souscripteurs que nous pourrions compenser ce manque. Beaucoup d'entre nos lecteurs n'ont pas encore réagi à mon appel que j'avais doublé d'une lettre. C'est à eux tout particulièrement que je m'adresse aujourd'hui : si la lecture de *Royaliste* représente pour vous quelque chose d'utile, si vous voulez que nous puissions continuer, n'attendez pas. Tous les dons même les plus modestes sont les bienvenus et nous comptons sur vous...

Yvan AUMONT

[Souscrivez maintenant](#)

4^e liste de souscripteurs

Asso. régionale des anciens résistants 20 € - Paul Balta 20 € - Bernard Barbiche 23 € - Gérard Bellebeau 30 € - Gérard Bonhomme 20 € - J.L.B. (Hauts-de-Seine) 50 € - P.Y.B. (Hauts-de-Seine) 150 € - Gisèle Brodud-Yviquel 50 € - Serge Cattet 20 € - Jean-Philippe Chauvin 13 € - Ghjacumu Colonna 100 € - J.C. (Yvelines) 30 € - André de Crux 20 € - Régis Debray 100 € - Philippe Dechartre 50 € - Hélène Plouhinec 80 € - Blandine et Olivier Dejoux 20 € - Michel Fontaurelle 150 € - Jean-Louis Dhorne 20 € - Jean-Paul Dollé 50 € - Pierre-Jacques Durbise 50 € - Claude Ferrand-Blazer 100 € - Georges de Fourcauld 20 € - Max Gallo 150 € - Luc de Goustine 100 € - François Hiss 50 € - Jacques Lambalais 6 € - Jacques Leflaive 130 € - Guy Leres 150 € - Michel Paris 65 € - Etienne Parize 20 € - P.R. (Dordogne) 20 € - Jacques Solé 20 € - Grégory Thomas 20 € - Marcel Veyrenc 70 € - François Viet 20 € - Paul Vincent 100 € - Max Woelflé 50 €

Total de cette liste : 2 157,00 €

Total précédent : 4 830,59 €

Total général : 6 987,59 €

de fond ayant été masqués par les effets d'annonce. Où en sommes-nous en matière de croissance, de commerce extérieur, d'investissement ? Quelles sont les conséquences de l'« euro fort » ? Est-il

permis d'espérer que l'un des deux partis de gouvernement s'engagera dans une nouvelle politique économique ? Comment envisager l'avenir de l'Union européenne alors qu'un nouveau traité est en débat ?

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Nœuds gordiens

La victoire de Nicolas Sarkozy est d'autant plus incontestable que la mobilisation des électeurs a été exceptionnelle. Tous les commentateurs se félicitent de ce retour du retour des Français à l'engagement politique, qui est, pour nous aussi, très prometteur.

Mais de quoi ? Pour tenter de prévoir ce qui pourrait survenir à moyenne échéance, il faut noter que la mobilisation politique, déjà très nette lors du référendum de 2005, s'accompagne d'un ample développement du mouvement social marqué par des grèves et des manifestations d'une ampleur impressionnante.

Cette double dynamique politique et sociale peut diverger en raison d'un contexte électoral particulier, comme l'explique Jacques Sapir (1). C'est ce qui s'est produit lors du premier tour puis au second. Mais le nouveau président de la République va être confronté dès avant la période des vacances à des décisions cruciales. Ayant promis d'agir vite, il lui faudra donner enfin aux Français le sens de la rupture qu'il veut effectuer. Rupture avec les contraintes qui empêchent l'ultra-libéralisme de s'exercer à plein ? Rupture avec le principe de l'indépendance de la Banque centrale européenne et avec les règles du libre-échange ? Le double discours n'est plus tenable : le passage à l'acte lui vaudra l'hostilité de ses groupes de soutien, industriels et financiers s'il choisit une voie protectionniste, ou la fureur d'un peuple qui se sentira trahi s'il décide de continuer à suivre la voie tracée par le Medef.

A l'heure où j'écris, le Premier ministre n'est pas nommé, le gouvernement n'est pas formé. Nous ne ferons pas de procès d'intention mais nous conservons les déclarations faites pendant la campagne et le texte du discours adressé à l'ensemble des Français au soir du 6 mai. Nous espérons simplement que le nœud gordien de la droite sera tranché avant la bataille des législatives.



La même demande doit être instamment adressée au Parti socialiste. Le premier parti de gauche, presque seul maintenant que le Parti communiste s'est effondré, est miné depuis 1983 par la contradiction entre l'authentique tradition du socialisme démocratique français (politique active de l'État, appropriation collective des secteurs-clés, répartition du revenu national selon le principe de justice) et l'orientation néo-libérale représentée par Jacques Delors, Michel Rocard, Lionel Jospin, Dominique Strauss-Kahn et Ségolène Royal.

La *deuxième gauche* a sa logique, que Ségolène Royal voulait mener à son terme en s'alliant avec François Bayrou. Mais tous les dirigeants et candi-

dates qui se sont réclamés de la ligne social-libérale ont été successivement battus pour deux raisons : cette ligne est contraire aux principes du socialisme à la française ; surtout, les Français sont en grande majorité hostiles au libéralisme économique comme nous l'avons vu lors des grèves de 1995, lors de la campagne contre la réforme des retraites en 2003, lors du référendum de 2005 et pendant la bataille victorieuse contre le CPE.

La gauche social-libérale n'a pas tiré les leçons de la victoire de Jacques Chirac en 1995, élu sur la promesse de réduire la fracture sociale, de la défaite de Lionel Jospin, « candidat moderne » et non plus socialiste en 2002. Et Nicolas Sarkozy doit une large part de son succès aux thèmes « gaullistes », « travailistes » et national-protectionnistes face à une candidate qui n'a pas fait le bilan désastreux de l'ultra-libéralisme chiraquien et qui n'a jamais montré la moindre volonté d'en finir avec la théorie et la pratique du « traité constitutionnel » qu'elle avait ardemment défendu. Ce qui explique que certains cadres et militants socialistes aient voté pour François Bayrou au premier tour – pour tenter de casser le système – et se soient résignés à voter blanc au second.

Placés dans une situation difficile par l'échec de Ségolène Royal, les dirigeants du premier parti de gauche auraient avantage à trancher immédiatement le nœud de leurs contradictions s'ils veulent avoir quelque chance de s'opposer victorieusement aux candidats de l'UMP les 10 et 17 juin. Ce qui est souhaitable pour l'équilibre politique du pays et pour que les luttes sociales se déroulent de manière relativement pacifiques.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'écho donné à son analyse en pages centrales.